

Enabel 



RAPPORT DE RÉSULTATS 2018
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES
CAPACITES ORGANISATIONNELLES PAR
L'OCTROI DE BOURSES (RDC1088811),
RD CONGO



Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
ACRONYMES	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION	5
1.1 FICHE D'INTERVENTION	5
1.2 EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	6
1.3 AUTOÉVALUATION DE LA PERFORMANCE	6
1.3.1 <i>Pertinence</i>	6
1.3.2 <i>Efficacité</i>	7
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	7
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	8
1.4 CONCLUSIONS	8
2 MONITORING DES RÉSULTATS	10
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE	10
2.1.1 <i>Contexte général</i>	10
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	10
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	11
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	11
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	12
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	12
<i>NR= Non renseigné. La matrice de monitoring sera revue en prenant en</i> <i>considération la durée du Programme car, au départ, la fin était prévue pour le</i> <i>17/09/2017.</i>	12
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	12
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	12
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	13
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	13
<i>NR= Non renseigné. La matrice de monitoring sera revue en prenant en</i> <i>considération la durée du Programme car, au départ, la fin était prévue pour le</i> <i>17/09/2017.</i>	13
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	13
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
2.4 PERFORMANCE DES OUTPUTS 2 À 5	16
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	16

2.4.2	État d'avancement des principales activités.....	16
	Analyse des progrès réalisés.....	17
2.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 6	17
2.5.1	Progrès des indicateurs	17
2.5.2	État d'avancement des principales activités.....	17
2.5.3	Analyse des progrès réalisés.....	17
2.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 7	17
2.6.1	Progrès des indicateurs	17
2.6.2	État d'avancement des principales activités.....	18
2.6.3	Analyse des progrès réalisés.....	18
2.7	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 8	18
2.7.1	Progrès des indicateurs	18
2.7.2	État d'avancement des principales activités.....	18
2.7.3	Analyse des progrès réalisés.....	18
2.8	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 9	19
2.8.1	Progrès des indicateurs	19
2.8.2	État d'avancement des principales activités.....	19
2.8.3	Analyse des progrès réalisés.....	19
3	THÈMES TRANSVERSAUX	20
3.1	GENRE	20
3.2	ENVIRONNEMENT	20
3.3	BONNE GOUVERNANCE	20
4	GESTION DES RISQUES.....	21
5	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	22
5.1	RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES	22
5.2	RECOMMANDATIONS.....	22
5.3	ENSEIGNEMENTS TIRÉS	23
6	ANNEXES	24
6.1	CRITÈRES DE QUALITÉ	24
6.2	DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ DE PILOTAGE ET SUIVI.....	28
6.3	CADRE LOGIQUE (RAS : CFR RAPPORT DE RÉSULTATS 2016-2017).....	29
6.4	APERÇU DES MORE RESULTS	29
6.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS 2018 »	30
6.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	34

Acronymes

ATN	Assistant technique national
CdV	Comité de Validation
CENACOF	Centre national de coordination de la formation pour le développement
CENCO	Conférence épiscopale Nationale du Congo
CMO	Convention de mise en œuvre
CRG	Comité régional de gestion
CS	Convention spécifique
CSUB	Convention de subsides
DTF	Document Technique et Financier
EDUKAT	Programme d'Education dans les Provinces du Haut-Katanga et Lualaba
EDUKOR	Programme d'Education dans les Provinces du Kasaï oriental et Lomami
EDUMOSU	Programme d'Education dans les Provinces de Mongala et Sud-Ubangi
EDUT	Programme d'Education dans la Province de la Tshopo
ENA	Ecole Nationale d'Administration
Enabel	Agence belge de développement, ex-CTB, Coopération Technique Belge
EPS-INCP	Enseignement primaire, secondaire et éducation à la nouvelle citoyenneté
EST	Direction Expertise Sectorielle et Thématique
ETD	Entité territoriale décentralisée
ETP	Enseignement technique et professionnel
ETR	End Term Review
FIT	Financial Information Tool
HQ	Head Quarter
IB	Institution Bénéficiaire
IF	Institut de formation
MINCOD	Ministère de la Coopération au Développement
MINEPS-INC	Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et éducation à la nouvelle citoyenneté
MINETP	Ministère de l'Enseignement technique et professionnel
MINPLAN	Ministère du Plan
MTR	Mid-Term Review
M&E	Monitoring et Evaluation
OPS	Opérations
OSC	Organisations de la Société Civile
OSCEP	Observatoire de surveillance de la corruption et de l'éthique professionnelle
PAC	Parcours d'acquisition des compétences
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PTF	Partenaire Technique et Financier
PRECOB	Programme de renforcement de capacités Organisationnelles par l'Octroi de bourses
PRODADEKK	Programme de développement Agricole et de désenclavement dans les provinces du Kwango et Kwilu
PRONAREC	Programme National de Renforcement des capacités
RDC	République Démocratique du Congo

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	3009859
Code de l'intervention	RDC 1088811
Localisation	RDC (niveau national)
Budget total	11.765.064 millions d'euros (ramenés à €9.765.064)
Institution partenaire	Ministère de la Coopération au Développement
Date de début de la Convention spécifique	17/03/2013 (signature CS) 26/04/2013 (signature CMO)
Date de démarrage de l'intervention	14/10/2013 (SMCL 0)
Date de fin de la Convention spécifique	17/09/2020 (17/09/2017 + Prolongation de 3 ans accordée par la signature d'échange de lettres le 15/01/2019)
Groupes cibles	Les agents (hommes et femmes) de développement dans les 3 secteurs prioritaires et les 6 régions ciblées par le PIC
Impact¹	Les capacités humaines pour le développement de la RDC sont durablement renforcées
Outcome	Les compétences et l'expertise des hommes et femmes, agents de développement dans les 3 secteurs prioritaires et les 6 régions ciblées par le PIC sont durablement renforcées, au bénéfice de leur institution et de la population
Outputs	R1 : (A) Les besoins en développement de capacités des institutions des secteurs d'intervention sont identifiés et (B) l'offre de formation locale est identifiée
	R2 : Les agents (hommes et femmes) des Institutions Bénéficiaires du secteur de l'éducation ont été formés sur base des plans de formation par des parcours d'acquisition des compétences
	R3 : Les agents (hommes et femmes) des Institutions Bénéficiaires du secteur de l'agriculture ont été formés sur base des plans de formation par des parcours d'acquisition des compétences
	R4 : Les agents (hommes et femmes) des Institutions Bénéficiaires du secteur du développement rural ont été formés sur base des plans de formation par des parcours d'acquisition des compétences
	R5 : Les agents (hommes et femmes) des Institutions Bénéficiaires liées aux thèmes transversaux ont été formés sur base des plans de formation par des parcours d'acquisition des compétences.
	R6 : Les « Continuations & reports » des engagements antérieurs au démarrage du PRECOB sont mis en œuvre
	R7 : L' « Appui à l'Ecole Nationale d'Administration » est mis en œuvre
	R8 : Les « Formations de courte durée en Belgique » sont mises en œuvre
	R9 : Les « Formations et PAC en RDC » sont mises en œuvre
Année couverte par le rapport	2018

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses						Total dépensé fin 2018	Solde fin 2018	Taux exécution fin 2018
		2013	2014	2015	2016	2017	2018			
Total	9765064	1105671	1847770	1548466	1513849	1706110	935198	8657064	1108000	89%
Output1	351063	8041	203868	63808	72212	2133	16859	366921	-15858	105%
Output2	1763220	11911	185490	288340	387268	556479	308807	1738295	24925	99%
Output3	888421	54152	191995	185161	186471	81999	60007	759785	128636	86%
Output4	436746	105771	9283	53380	138358	160219	27571	494582	-57836	113%
Output5	2069000	241141	600752	425764	228098	539066	79964	2114785	-45785	102%
Output6	682370	380387	162822	55066	15258	445	46211	660189	22181	97%
Output7	250000						100812	100812	149188	40%
Output8	450000					4077	32463	36540	413460	8%
Output9	482791						135017	135017	347774	28%
Overhead	2271453	304268	493560	476947	486184	361692	127487	2250138	21315	99%
Réserve	120000								120000	

Commentaires :

1) en 2017, il y a eu modification de la structure budgétaire qui annule les résultats 1 à 6 pour retenir 3 nouveaux résultats correspondant aux lignes 7,8 et 9 (cfr DTF additionnel validé lors de la SMCL du 26/06/2017), ce qui implique qu'il n'y a presque aucune dépense effectuée sur ces nouvelles lignes de 2013 à 2017;

2) en 2018, ralentissement des activités suite à la situation des relations bilatérales suivi de la décision d'arrêt de nouveaux engagements.

NB : Les outputs 1 à 9 correspondent aux résultats 1 à 9 figurant sur la fiche d'intervention (cfr page 5) et aux lignes se rapportant aux activités du PRECOB. Le taux d'exécution = (total dépensé en fin décembre 2018/budget initial) x 100.

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le PRECOB a pour vocation de donner une réponse adéquate au problème principal de pénurie de ressources humaines dans les institutions et organisations stratégiques de développement, aussi bien dans les secteurs et les zones de concentration de la coopération belgo-congolaise, qu'au niveau de l'administration centrale et en particulier dans les thèmes transversaux retenus comme prioritaires dans le programme : le genre et la bonne gouvernance.

Le diagnostic, d'une part, d'un faible niveau généralisé de l'éducation aussi bien au niveau primaire, secondaire que supérieur et universitaire, et d'autre part, de la faiblesse des institutions et des programmes spécialisés qui peuvent fournir des formations adéquates aux agents de l'Etat reste d'actualité à l'échelle nationale. Cette double lacune a comme conséquence qu'un grand nombre des agents/fonctionnaires de différents ministères et services étatiques et ceux des organisations paraétatiques ne disposent pas/plus des compétences de base pour exécuter leurs tâches de manière

appropriée (consistante et qualitative) et en lien avec leurs fonctions.

À cet effet, la stratégie opérationnelle du PRECOB, validée en juin 2017 a été appliquée, et se focalise sur :

- L'organisation des parcours d'acquisition des compétences (PAC) basés sur des analyses institutionnelles et organisationnelles des institutions bénéficiaires (IB) concernées et des plans de renforcement des compétences stratégiques développés conjointement avec les bénéficiaires ;
- L'organisation des formations de courte durée à l'étranger ;
- L'appui à la formation des énarques (ENA-RDC)
- La synergie avec les autres interventions d'Enabel dans les mêmes secteurs d'interventions et/ou zones de concentration.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	C

L'objectif spécifique du PRECOB renvoie au renforcement durable des compétences des hommes et femmes, agents de développement dans les trois (3) secteurs prioritaires et les six (6) régions ciblées par le Programme indicatif de coopération (PIC) ; ce, au bénéfice de leur institution et de la population (hommes et femmes).

Tenant compte de sa spécificité tel que relevé au point ci-dessus (appuis partiels dans le domaine du renforcement des capacités), le PRECOB a recadré *la mesure de son objectif spécifique en termes d'acquisition des compétences des agents qui ont suivi un PAC et de l'impact de ce changement sur les prestations de l'IB où ils/elles travaillent.*

En matière de changement de comportement professionnel, seule l'évaluation d'un cycle complet d'acquisition des compétences (CAC) permettra de confirmer ou d'infirmer ces impressions. La participation de la chargée de formation à la semaine des Programme Bourses à Bruxelles visait notamment à prendre référence sur les expériences d'autres pays.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	C

En 2018, Le PRECOB a connu un ralentissement de ses activités pour les raisons ci-dessous :

- 1) tensions politiques belgo-congolaises entraînant la fermeture de la Maison Schengen ainsi que son corollaire pour l'incapacité de financer des formations de plus de trois mois ;
- 2) départ de l'ATI en charge du Programme à la fin du 1^{er} trimestre ;
- 3) réduction de l'équipe (départ de l'ATN et de la Chargée de formations nationales) au 3^{ème} trimestre ;
- 4) climat sécuritaire instable pendant la période électorale au 4^{ème} trimestre ;
- 5) non-effectivité par défaut de signature formelle d'un échange de lettres relatif à l'extension du PRECOB (de septembre 2017 à septembre 2020) ; la conséquence aura été une incapacité d'assurer de nouveaux engagements à partir de juillet et par la suite la suspension de toute activité en fin d'année.

Après la suppression des antennes, l'UCP a parachevé la mise en œuvre des PAC et formations (planifiés par les antennes) faisant partie des « Continuations & reports » des engagements antérieurs au démarrage du PRECOB (Cfr résultat 6) dans les zones géographiques du PIC, en synergie avec les interventions respectives.

En raison des faibles budgets disponibles, la Représentation a levé l'option de ne pas procéder à de

nouveaux recrutements mais d'adapter la voilure de l'équipe du management de l'intervention au volume des activités à réaliser.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	C

La décision d'arrêt de nouveaux engagements ainsi que la situation des relations bilatérales ont conduit à un ralentissement des activités en 2018.

Le PRECOB vise le renforcement durable des capacités des IB selon une démarche graduelle reposant sur :

- Le renforcement des compétences des agents travaillant dans des organisations stratégiques dans les secteurs de concentration (niveau d'action direct);
- La mise en œuvre de nouvelles compétences acquises au sein des IB (niveau d'action indirect).

Le fait que le programme privilégie les IB qui satisfont au critère de viabilité (financière et organisationnelle) en vue d'un appui, permet d'asseoir les bases d'une durabilité potentielle des actions envisagées.

Le premier palier de succès à long terme du PRECOB est déterminé, par conséquent, par la qualité et le degré de synergie avec d'autres interventions (Enabel ou autres) ainsi que par la disponibilité d'autres sources de revenus pour les IB du programme.

Le deuxième palier d'appréciation se réfère à l'environnement général dans lequel évoluent les IB. 2018 a été une année particulièrement difficile pour le PRECOB et pour l'Etat partenaire.

1.4 Conclusions

Ce rapport des résultats porte sur l'exercice 2018 mais se situe très directement sur la ligne des décisions prises en juillet 2017 pour réorienter stratégiquement le Programme après la revue mi-parcours. Il s'agissait de prolonger le Programme de trois ans avec reconfiguration du staff de gestion ainsi que l'ouverture à des formations à l'étranger.

Ainsi, l'année 2018 peut se résumer au travers des activités marquantes ci-après résumées :

- Une chute significative du nombre de PAC mis en œuvre, passant de 22 en 2017 à 2 PAC en 2018 ;
- Une poursuite du partenariat mis en place avec l'ENA-RDC et l'Institut EGMONT permettant la formation des formateurs de la 5^{ème} promotion des énarques, le stage professionnel en Belgique et en RDC de 10 énarques de la 4^{ème} promotion ainsi que le lancement de la formation de la 5^{ème} promotion des énarques ;
- L'organisation et le financement de 7 stages de courte durée en Belgique dans le secteur santé.
- L'apport de l'expertise auprès des autres interventions par un accompagnement technique adéquat, notamment EDUKAT pour la formation des inspecteurs et du personnel ETP, EDUT (formation professionnelle d'enseignants : coupe & couture et mécanique auto soudure électronique) et PANC (formation des partenaires nationaux/Santé).

En dépit du ralentissement inhérent à l'inconfortable posture de Enabel en RDC en 2018, l'UCP a réussi à conserver un bon niveau de présence et d'actions.

Fonctionnaire exécution nationale Mme Fifi Anastasie VUNDU	Fonctionnaire exécution Enabel Mr Jean-Luc MUTOMBO-MUDIAY
--	---



p.o. ~~KAPUNDU~~ chargée de formations
KAPUNDU Mawa ANDELE
PRELOB

2 Monitoring des résultats²

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

L'année 2018 en République Démocratique du Congo fut rythmée par un agenda politique intense et par la préparation des élections présidentielle, législatives et sénatoriales. Les désaccords entre pouvoir et opposition se sont cristallisés autour d'un hypothétique 3ème mandat du Président, la constitution des listes électorales, l'utilisation d'une machine à voter, l'invalidation de candidatures notoires de l'opposition et l'interdiction de manifestations publiques.

Les élections se déroulèrent néanmoins sans incident majeur et le pays observe maintenant une alternance politique présidentielle. La contestation des résultats par l'opposition et par certains observateurs n'a pas empêché la prise de fonction de Félix TSHISEKEDI, fils de l'opposant historique.

Les relations bilatérales entre la Belgique et la RDC connurent durant cette période un regain de tension avec des conséquences sur la délivrance des visas, la fermeture des consulats d'Anvers et de Lubumbashi, ainsi que des menaces de non-reconnaissance de la nouvelle agence Enabel.

2.1.2 Contexte institutionnel

L'ancrage du PRECOB au sein du Secrétariat Général à la Coopération au Développement offre principalement l'avantage de la proximité avec les partenaires congolais, entendu possibilité d'échanges rapides et moins protocolaires.

La réforme de l'administration publique, pilotée par le Ministère de la Fonction publique, se poursuit dans un contexte caractérisé par l'instabilité gouvernementale, l'aggravation de l'instabilité politique dominée par les enjeux électoraux et le changement de leadership de nombreux secrétaires généraux.

Trois aspects de la réforme de l'administration publique concernent le PRECOB en particulier : (1) le rajeunissement de l'administration publique, (2) l'âge de la retraite repoussé de 10 ans (de 55 à 65 ans) et (3) la validation du projet de cadre et des structures organiques ainsi que du référentiel des emplois et des compétences de l'administration publique³. En effet, le nombre très élevé des cadres et agents en âge plutôt avancé diminue significativement l'impact des PAC organisés. Or, la mise en place effective de nouvelles structures organiques pourrait créer une opportunité de changement à l'avantage d'une mise en retraite effective des cadres et agents de l'Etat en fin de carrière.

² L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

En ajustement de la stratégie de mise en œuvre contenue dans le DTF initial, avec un processus comprenant un grand nombre d'étapes et une architecture complexe des structures décisionnelles, opportunément modifiée en 2014, la SMCL a adopté le cycle de formation simplifié ainsi que la création d'un Comité de validation (CdV) qui reprend une partie de ses tâches.

Et la SMCL de juin 2017 a renforcé ce dispositif en le réduisant en un binôme SG Coopération Internationale-Représentation d'Enabel.

Donc, il n'y a pas eu de réunion SMCL du PRECOB durant toute l'année 2018 mais des notes et accords ont pu être obtenus pour permettre l'exécution des activités impératives. En lieu et place de réunion conjointe, le dossier à valider est analysé par l'UCP et soumis à l'appréciation administrative des deux membres du Comité de validation par voie de courrier.

2.1.4 Contexte HARMO

Depuis 2014, Enabel à travers le PRECOB, finance le cursus de formation de l'ENA-RDC et met à sa disposition des experts Enabel et de l'Institut Egmont. La contribution de l'Institut Egmont comprend également:

- un soutien à l'insertion des énarques dans l'administration publique (on fait l'évaluation de l'intégration des énarques au sein des administrations publiques pour identifier les problèmes, difficultés rencontrées et voir les solutions à envisager)
- l'identification et l'encadrement de stages de professionnalisation en Belgique (les meilleurs sélectionnés sur base de leur performance),
- un exercice de restitution des stages à Kinshasa et l'organisation de quelques conférences-débats.

Il existe d'autres partenaires de l'ENA-RDC qui sont: la Belgique, la France, la Banque Mondiale et le PNUD.

Le financement des stages à l'étranger a démarré à partir de la seconde promotion de l'ENA (2015-2016) :

- 1) 2ème promotion : 2 stagiaires en France et 9 en Belgique
- 2) 3ème promotion : 10 en Belgique, 2 en France, 5 au Maroc, 4 au Madagascar et 1 au Canada.
- 3) 4ème promotion : 10 en Belgique (8 par Enabel et 2 par le Centre Wallonie) et 16 en France (par l'AFD).

Contrairement aux exercices passés où les demandes d'appui à l'ENA-RDC relevaient d'un « appui ponctuel », à partir de juillet 2017, selon les termes de la prolongation de trois ans adoptée dans le DTF additionnel du PRECOB, de septembre 2017 à septembre 2020, l'appui à l'ENA-RDC fait partie intégrante des activités permanentes du PRECOB, avec comme ligne budgétaire : Ligne A_07_01.

La 5ème promotion qui a démarré le 9 octobre 2018, a bénéficié d'un appui préalable aux formateurs en techniques de la pédagogie interactive par le Ministère belge en charge de la formation des agents de la fonction publique « SPF BOSA » à l'Institut Egmont sur financement de PRECOB.

2.2 Performance de l'outcome

2.2.1 Progrès des indicateurs

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2015	Valeur année 2018	Cible finale 2020
70% des parcours d'acquisition des compétences organisés ont amélioré les compétences et l'expertise requises par les agents pour la fonction qu'ils occupent	Néant	55%	N.R.	70%
60 % des plans de formation finalisés mènent à une amélioration des capacités organisationnelles des IB	Néant	N.A.	N.R.	60%

NR= Non renseigné. La matrice de monitoring sera revue en prenant en considération la durée du Programme car, au départ, la fin était prévue pour le 17/09/2017.

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Pour mieux apprécier le degré selon lequel l'activité a pu changer le comportement des apprenants (en d'autres termes, appréhender l'outcome d'un PAC et d'un plan de formation dans sa totalité), une évaluation ne peut avoir lieu raisonnablement qu'après un certain temps après la finalisation de l'activité (au moins six mois); en raison notamment du temps imparti aux apprenants pour assimiler/s'imprégner des acquis de l'apprentissage. D'où, l'option prise par le PRECOB de mesurer le changement de comportement d'un apprenant six mois après la finalisation de l'activité en vue d'accorder l'opportunité à chaque apprenant de réellement appliquer ce qu'il a appris.

Cependant, les aléas de mise en œuvre du PRECOB notamment :

1. l'ATN (expert en formation) n'a plus assumé sa fonction de coordonnateur, conformément au DTF, ce qui a engendré une démotivation tardivement décelée (à la responsabilisation du SPO comme superviseur du programme en juillet 2018) ;
2. les départs successifs, principalement de l'Expert M&E (en fin août 2017) ainsi que du management du projet (ATI en fin mars 2018 et ATN en fin juillet 2018), censé s'occuper de l'organisation des Enquêtes Outcome, prive le PRECOB des capacités de disposer des données à jour conformément au cadre des résultats adoptés en 2014.

Dès lors, seuls 8 PAC ont été complètement évalués au niveau de l'outcome, ce, sur la période 2015-2016.

De 2017 à 2018, 24 PAC ont été réalisés (22 en 2017 et 2 en 2018) mais non encore évalués au niveau de l'output.

2.2.3 Impact potentiel

Les commentaires en relation avec l'outcome sont encore plus valables au niveau de l'impact : en réalité, si le programme ne peut garantir à lui seul un impact réel sur le développement des compétences techniques des agents de l'Administration publique au niveau ciblé, il est certain que le PRECOB y contribue valablement dans les limites géographiques et thématiques où il intervient.

L'impact réel du programme dépendra *in fine* des résultats des autres interventions et initiatives, ainsi que de la mesure dans laquelle les bénéficiaires seront appuyés par eux dans la mise en œuvre de leurs

activités ou auront la capacité de trouver leurs propres moyens.

L'évaluation du programme devrait, par conséquent, se concentrer sur les outils, les méthodologies et les activités qui ont été mis en place pour sélectionner et suivre les institutions bénéficiaires les plus prometteuses (en ce compris le suivi post-formation) ; mais aussi en vue d'assurer la qualité de la synergie avec d'autres intervenants.

2.3 Performance de l'output 1

2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : « Les besoins en développement des capacités des institutions des secteurs d'intervention sont identifiés et l'offre de formation locale est identifiée »					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2017	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale 2020
A la fin du programme, 80% des IB appuyées publiques/non publiques disposent d'une analyse organisationnelle de qualité mise à jour	Néant	70%	NR	NR	80%
A la fin du programme, 80% des IB appuyées publiques/non publiques disposent d'un plan de formation de qualité mis à jour	Néant	55%	NR	NR	80%
A la fin du programme, 60% des analyses organisationnelles et des plans de formations tiennent compte de l'aspect genre	Néant	25%	NR	NR	60%
A la fin du programme 50% des IF répertoriés situés dans les zones ciblées par le PIC et à Kinshasa sont évalués pour leur qualité	Néant	65%	NR	NR	50%

NR= Non renseigné. La matrice de monitoring sera revue en prenant en considération la durée du Programme car, au départ, la fin était prévue pour le 17/09/2017.

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁴	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Définition d'une stratégie de mise en œuvre du programme adaptée aux réalités du terrain		X		
2 Organisation du lancement officiel du programme avec une couverture médiatique nationale		X		
3 Développement d'un Manuel de procédure du programme		X		
4 Consultation des autres interventions d'Enabel et d'autres instances pertinentes pour expliquer le programme et explorer et développer des synergies		X		
5 Lancement d'un appel à candidature et identifier de nouvelles IB potentielles		X		
6 Organisation d'un atelier sur la décentralisation et développement local avec le groupe inter bailleurs décentralisation afin d'identifier des IB prioritaires au niveau des ETD		X		

⁴ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁵	État d'avancement :			
	A	B	C	D
7 Définition d'une stratégie M&E pour le programme sur base de la nouvelle stratégie		X		
8 Développement d'une base de données performante du programme			X	
9 Définition d'une stratégie de communication et de sensibilisation avec l'aide du département Communication HQ		X		
10 Définition d'une stratégie genre pour le programme et organiser une formation en genre pour la SMLC, l'équipe et les IB potentielles			X	
11 Opérationnalisation des Comité régionaux de gestion (CRG) et les Antennes dans les zones de concentration			X	
12 Identification et répertoire des IB potentielles à Kinshasa et dans les provinces et garder le répertoire actualisé		X		
13 Analyse des requêtes introduites et validation des demandes qualitatives par le Comité de validation et par le CRG		X		
14 Réalisation des analyses institutionnelles et organisationnelles afin de définir les stratégies de changement des IB		X		
15 Réalisation de l'étude de base avec l'identification et évaluation de l'offre des formations pourvues localement		X		
16 Organisation d'une couverture médiatique des activités du PRECOB à Kinshasa et dans les provinces			X	
17 Développement d'une stratégie pour atteindre les personnes défavorisées et organiser des initiatives spécifiques pour ces personnes			X	
18 Organisation des sessions de travail avec les instituts de formation locaux (échanges en vue d'améliorer la qualité des offres et de l'accompagnement des IB)		X		

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Conformément au cadre M&E, l'output ou le Résultat 1 « Les besoins en développement des capacités des institutions des secteurs d'intervention et l'offre de formation locale sont identifiés », comprend en réalité deux résultats différents qui ne sont pas directement liés : (A) « les besoins en développement des capacités des institutions sont identifiés » et (B) « l'offre de formation locale est identifiée ».

Résultat 1 (A) : Les besoins en développement des capacités des institutions des secteurs d'intervention sont identifiés

1. Etude de base

Les institutions effectivement sélectionnées pour bénéficier des appuis du PRECOB sont soumises à une analyse institutionnelle et organisationnelle afin de définir leurs besoins en renforcement des capacités. C'est sur base de cette analyse qu'un plan de formation est développé selon une méthodologie participative.

L'étude de base permet de disposer des informations actualisées (analyse de besoins des institutions clés des différents secteurs prioritaire de la coopération belgo-congolaise) tout au long de la mise en œuvre du programme.

Début janvier 2018, le PRECOB dispose des analyses institutionnelles et organisationnelles - réalisées avec l'appui des consultants externes- pour les IB ci-dessous :

- **Education** : les Secrétariats Généraux à l'EPS-INC et à l'ETP, la Division Provinciale Katanga I de l'EPS-INC, l'Inspection Principale Provinciale de Bandundu II, la Division Provinciale de

⁵ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

l'EPS-INC du Kasai oriental et de la Lomami ainsi que la Division Provinciale de l'EPS-INC Tshopo;

- *Agriculture et Désenclavement* : la Commission Provinciale Routière à Bandundu-ville, les OPCSS et les Unions du Kwango-Kwilu ;
- *Santé* : le Programme National d'Approvisionnement en Médicaments (PNAM) et le Projet santé Sud-Ubangi (PADP).
- *Thèmes transversaux* : les Secrétariats Généraux à la Coopération Internationale et à l'Intégration Régionale, 9 organisations de la société civile, le Ministère du Genre, Enfant et Famille, la Division provinciale du Plan dans l'ex-Bandundu et la Fédération des entreprises du Congo (FEC) au Kasai-Oriental.

2. *Analyse du progrès des indicateurs*

Un total de 11 IB sur 20 qui ont été appuyées, ont élaboré de plans de formation de qualité consécutifs à des analyses institutionnelle et organisationnelle ; 3 IB sont en attente d'appui pour l'élaboration de plans de formation. Sur 14 analyses institutionnelles et organisationnelles, 5 ont développé une stratégie prenant en compte l'aspect 'genre'.

Résultat 1 (B) : l'offre de formation locale est identifiée

1. *La mise à jour de l'étude sur l'offre locale de formation*

Vu qu'il n'y avait pas de formation envisagée, aucune mise à jour de la liste des IF n'a été réalisée.

2. *Analyse de l'indicateur pour les IF*

Dès lors, il n'y a plus eu de nouveaux IF agréés, les exigences programmatiques voulant que l'on se focalise sur l'intensification de la mise en œuvre des activités.

2.4 Performance des outputs 2 à 5

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 – 5 : Les agents (hommes et femmes) des Institutions Bénéficiaires du secteur de l'Education / Agriculture-Développement rural / Santé ont été formés sur base des plans de formation par des parcours d'acquisition des compétences. Les agents (hommes et femmes) des Institutions Bénéficiaires liées aux thèmes transversaux ont été formés sur base des plans de formation par des parcours d'acquisition des compétences.					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2017	Valeur année 2018	Cible année 2018	Cible finale 2020
50% des participants aux parcours d'acquisition des compétences sont des femmes	Néant	33%	NR	NR	50%
Nombre de parcours d'acquisition des compétences finalisés	0	87	NR	NR	90
80% des participants ont été évalués positivement à la fin du parcours d'acquisition des compétences	0	84	NR	NR	80
80% des parcours d'acquisition des compétences ont été évalués positivement par les participants	Néant	100	NR	NR	80%

NR=Non renseigné car, l'analyse des PAC organisés en 2018 n'a pas encore été faite, elle est prévue pour le premier semestre 2019. Ces données seront fournies par le rapport de résultats 2019.

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁶	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Développement des plans de formation pour les IB (pré)sélectionnées à Kinshasa dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et du développement rural				
2 Développement des plans de formation pour les IB (pré)sélectionnées à Kinshasa liés aux thèmes transversaux				
3 Développement des plans de formation pour les IB (pré)sélectionnées dans les provinces dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et du développement rural				
4 Développement des plans de formation pour les IB (pré)sélectionnées dans les provinces liés aux thèmes transversaux				
5 Organisation des PAC répondant à la demande à Kinshasa dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et du développement rural				
6 Organisation des PAC répondant à la demande dans les provinces dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et du développement rural				X
7 Organisation des PAC répondant à la demande à Kinshasa liés aux thèmes transversaux				X
8 Organisation des PAC répondant à la demande dans les provinces liés aux thèmes transversaux				X

⁶ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Analyse des progrès réalisés

Les Résultats 2 à 5 concernent les outputs de même nature. Ils ne sont différenciés que par secteur et n'impliquent pas une autre approche. Par conséquent, ils peuvent être analysés ensemble.

Chaque résultat est lié à un secteur de la coopération belgo-congolaise dans le cadre du PIC 2010-2013 : Education (Résultat 2) ; Agriculture (Résultat 3) ; 'Pistes et Bacs' ou Développement Rural (Résultat 4). Le cinquième résultat concerne les Thèmes transversaux.

En 2018, aucun plan de formation n'a été réalisé, seuls 2 PAC ont été organisés sur base de plans de formations validés. Cependant, l'évaluation de ces 2 PAC n'a pas été effectuée pour des raisons évoquées plus haut. Au courant du 1^{er} semestre 2019, le suivi et évaluation de ces PAC développés sera effectuée.

2.5 Performance de l'output 6

2.5.1 Progrès des indicateurs

N-A= Non applicable car, la clôture des bourses classiques (ancien programme) a eu lieu en 2016.

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁷	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Le suivi financier et administratif des bourses de l'ancien programme bourses est assuré		X		
2 L'outil pour le suivi administratif « Damino » est mis à jour		X		
3 Organisation des stages internationaux en réponses aux demandes spécifiques		X		

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le volet de suivi des bénéficiaires des bourses dans le cadre de l'ancien Programme Bourses est arrivé à terme par la clôture des derniers engagements des anciens boursiers (3 bourses doctorales) en 2016.

Toutefois, la reprise des bourses étant actée dans le DTF additionnel en juin 2017, quelques bourses ont été mises en œuvre en 2018 (Cfr point 2.7).

2.6 Performance de l'output 7

2.6.1 Progrès des indicateurs

N-A

⁷ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁹	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Organisation de la quatrième promotion 'Mandela' (2017-2018) de l'ENA budgété			X	
2 Soutien stage professionnel à Bruxelles pour 10 énarques		X		
3 Formation des formateurs de la 5ème promotion des énarques		X		
4 Démarrage de la 5ème promotion		X		

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

En 2018, le PRECOB a opéré vis-à-vis de l'ENA sur base de l'accord triennal acté en 2017 à l'égard de l'Institut Egmont. Cet appui est de 3 ans comme l'indique le DTF additionnel, à compter à partir de la 4^{ème} promotion. Les délais et engagements ont été tenus.

2.7 Performance de l'output 8

2.7.1 Progrès des indicateurs

N-A = Non applicable car, fait partie des lignes rajoutées dans le DTF additionnel validé par la SMCL de juin 2017.

2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁹	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Le suivi financier et administratif des bourses de l'ancien programme bourses est assuré		X		

2.7.3 Analyse des progrès réalisés

La relance des bourses de courte durée à l'Etranger étant entérinée dans le DTF additionnel en juin 2017, il a été compté comme bourses en 2018 :

- 1) *Le Stage de formation pratique en analyses chimiques instrumentales au Département des sciences pharmaceutiques et pharmacologiques à la KUL*

Une requête provenant de l'IFA/YANGAMBI (Institut Facultaire des sciences Agronomiques de YANGAMBI) pour le renforcement des capacités de son Chef de travaux qui devrait ultérieurement devenir Professeur là-bas. Ce stage entre dans les priorités du PRECOB en terme de développement

⁹ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.
⁹ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

agricole.

Le budget était de 14.060 €.

2) *Le Stage préparatoire au doctorat au Laboratoire MAGNEL à Gand.*

Dossier initié par l'Ambassade/section coopération en relation avec l'Université de Gand qui était prête à recevoir 2 assistants de la faculté Polytechnique de l'UNIKIN. Ceci entre dans le cadre du renouvellement des professeurs de la Faculté de Polytechnique de l'UNIKIN.

Le budget était de 19.114 €.

3) *Le Stage en « Initiation à la Recherche pour le Renforcement des Systèmes de Santé » à l'ULB/Campus Erasme*

Il s'agit ici d'une demande émanant du PANC, pour 7 médecins partenaires nationaux dudit Programme. Ces personnes ont été identifiées par le programme santé et validées par l'ULB qui a elle-même confirmé que leur niveau était suffisant pour suivre cette formation en Santé Publique.

Le budget était de 120.692,08 €.

2.8 Performance de l'output 9

2.8.1 Progrès des indicateurs

N-A = Non applicable car, nouvelle ligne insérée dans le DTF additionnel validé par la SMCL du 26 juin 2017.

2.8.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹⁰	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Continuations et reports des PAC et formations planifiés par les antennes (2 formations et 2 PAC)		X		
2 Formation en Santé publique à l'Ecole de Santé Publique de Kinshasa		X		
3 Formation en santé publique à l'Ecole de Santé Publique de Lubumbashi (ESPL), rattachée à l'Université de Lubumbashi (UNILU)		X		

2.8.3 Analyse des progrès réalisés

Les formations ont été exécutés avec l'appui technique de l'expertise PRECOB mais aux frais des Interventions dont les Institutions bénéficiaires sont partenaires.

¹⁰ A ; Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

Malgré un contexte institutionnel caractérisé par l'occupation des postes de responsabilité essentiellement par les hommes, le PRECOB a conservé son approche 'Gender sensitive' qui lui permet de maintenir un taux moyen des femmes formées entre 31% à 33%.

Nonobstant toutes les actions mises en œuvre dans le cadre du genre, notamment la discrimination positive, l'objectif envisagé d'appuyer au moins 50% des femmes dans l'ensemble des formations/PAC n'est pas évident à atteindre : il suffit de penser aux Bourses Court ou Moyen terme allouées à des postulants sur base de leurs dossiers de requête.

3.2 Environnement

En dépit de l'importance de cette thématique, le PRECOB n'a pas reçu de requêtes spécifiques en 2016-2018.

Quant au fonctionnement proprement dit, le programme accorde une attention particulière à la problématique de l'environnement par :

- L'achat des voitures de basse consommation ; les déplacements sont réduits au strict minimum et se font avec une conduite écologique ;
- Des photocopies faites principalement en noir et blanc et recto verso par une machine de basse consommation ;
- L'encouragement du staff à privilégier l'archivage électronique pour économiser les impressions ;
- L'utilisation du verso des papiers dont les impressions ont raté pour le collage des pièces comptables ;
- L'utilisation des tasses en porcelaine (pour les boissons chaudes) et des verres (pour l'eau de boisson) ;
- La consommation d'énergie, d'eau et de consommables se font d'une façon rationnelle (p.ex. l'eau est achetée dans des bidons réutilisables).

3.3 Bonne Gouvernance

Le thème de la (bonne) gouvernance est intégré dans tous les segments du renforcement des compétences de différentes IB sélectionnées. Ces Institutions partenaires sont traitées avec respect et le traitement des dossiers s'opère de manière suffisamment consultative pour communiquer le sens de l'objectivité dans le processus de prise des décisions.

En exemple type, il est donné le cas du partenariat ENA – EGMONT – Enabel, à travers lequel les consultations institutionnelles fréquentes, aboutissent à des conclusions consensuelles portant sur la confection des programmes, la désignation/identification des formateurs, les modalités et base de rémunération des prestataires ou leur bénévolat, etc.

Au niveau de la gestion interne du PRECOB, l'UCP investit tous les moyens nécessaires pour assurer une gestion correcte dans le cycle entier de la programmation, de l'organisation des marchés et le suivi-évaluation du programme.

Elle exige aussi et veille à ce que tous les bénéficiaires, prestataires et autres entités impliqués dans la mise en œuvre du programme observent rigoureusement les principes de la bonne gouvernance.

4 Gestion des risques

Identification des risques			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Le climat sociopolitique et/ou sécuritaire entrave la réalisation des interventions	Formulation	OPS	High	High	Very High Risk	¹ Pas d'actions envisageables (hors de contrôle du programme)	RR/CP	-	-	en cours
Les agents qui ont bénéficié d'un PAC ne sont pas soutenus par leurs responsables hiérarchiques dans l'application de nouvelles connaissances et expertise	Baseline workplan (oct 2013)	DEV	Medium	High	High Risk	Prévoir un programme de coaching dans les programmes de formation Impliquer les programmes/projets provinciaux d'Enabel pour un suivi efficace Ne plus collaborer avec les IB "déficientes"	UCP + externes UCP/CP provinciaux	-	Le programme de coaching est intégré dans le PAC Synergie et complémentarité comme objectif stratégique de mise en œuvre conjointe Une Note explicative justifiant l'exclusion est jointe au dossier de chaque IB concernée	terminé
L'Absence d'échanges de lettres entraîne la léthargie dans la réalisation des activités	Q2-2018	OPS	High	High	Very High Risk	Plaidoyer auprès de Ambabel sur base du PV de la SMCL de juin 2017- engagement avec Institut Egmont sur 3 ans	CdV/UCP	-	Effectué le 15/01/2019	terminé (le 15/01/2019)

5 Pilotage et apprentissage

5.1 Réorientations stratégiques

La logique d'intervention et les modalités d'exécution ont été adaptées à deux reprises afin d'assurer l'atteinte des résultats et la réalisation des objectifs. Et avec le DTF additionnel de juin 2017, il y a une combinaison d'activités dont la mesure des résultats devient « mixte » : un focus sur les résultats avec les PACs en continuation et un focus sur les produits avec les nouvelles activités : formations de courte durée en RDC, principalement 'One shot', bourses de courte durée en Belgique et formation continue en appui à l'ENA RDC.

Le Programme est resté donc, aligné sur les décisions de juin 2017.

5.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Poursuivre et achever les activités suspendues en Q4-2017 en raison de la mesure de limitation des engagements.	UCP (ATN)	Q1-Q2/2018
Assurer un meilleur suivi des indicateurs du PRECOB en vue de faciliter la mesure des effets des PAC et formations	UCP (appui OPS)	Q1/2019

5.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<p>Le PRECOB en tant que programme multisectoriel doit être compris comme un outil de travail pour les interventions sectorielles et il se prête à leur apporter une expertise thématique qu'elle seule dispose et qu'il faut lui reconnaître. A ce titre, sa flexibilité et son adaptation continue sont une exigence absolue.</p>	<p>Représentation, Direction, Départements EST, OPS & OD</p>
<p>Un expert en communication serait utile au sein de l'équipe : non seulement pour l'information des IF et IB mais aussi et surtout pour capitaliser 'progressivement' toutes les leçons apprises, structurer et diffuser les informations au sein des Interventions et surtout au sein de l'Administration qui est le bénéficiaire principal, pourtant en déficit de communication interinstitutionnelle inhérente à tout Etat en situation de fragilité.</p>	<p>Représentation, Direction, Départements EST, OPS & OD</p>
<p>Gérer l'accompagnement post-formation des personnes et des organisations doit être structuré et envisagé même après la clôture de l'intervention, entendu que les résultats peuvent être compilés pour évaluation d'impact. Ceci justifie un poste d'expert M&E permanent et de bon niveau. (en construction, ceci correspond à la réception définitive qui intervient deux ans après la fin des travaux).</p>	<p>Représentation, Direction, Départements EST, OPS & OD</p>

6 Annexes

6.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
x	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
			X	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		

	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
X	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
X	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
			X	

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
X	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.

C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
			X	

4.1 Durabilité financière/économique ?

A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.	
B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.	
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
x	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?

	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
--	----------	---

	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
X	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

6.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision		Action			Suivi			
Décision à prendre	Période d'identification	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Approuver l'étude de base sur les Instituts de Formation (IF) à Kinshasa	Juin 2014	PV SMCL	UCP	Approbation de l'étude de base sur les IF	SMCL	05/06/2014	Le rapport a été approuvé avec quelques recommandations	Terminé
Approuver le réajustement budgétaire et l'ajustement de l'équipe	Mars 2015	PV SMCL	UCP	Approbation du réajustement budgétaire et de l'ajustement de l'équipe	SMCL	17/03/2015	Les réajustements et ajustement approuvés	Terminé
Approuver le Manuel de procédures	Mars 2015	PV SMCL	UCP	Approbation du Manuel de procédures	SMCL	17/03/2015	approuvé	Terminé
Prolonger la durée de mise en œuvre jusqu'à la fin de la Convention spécifique	Mars 2015	PV SMCL	UCP	Prolongation de la durée de mise en œuvre jusqu'à la fin de la Convention spécifique	SMCL	17/03/2015	La Prolongation a été approuvée	Terminé
Maintenir en l'état la composition des CRG (nonobstant l'érection de nouvelles provinces via le découpage territorial)	Juillet 2016	PV SMCL	UCP	Confirmation de la composition des CRG telle que définie dans le DTF	SMCL	27/07/2016	La composition des CRG est maintenue inchangée (telle que définie dans le DTF)	Terminé
Approuver le Rapport de la MTR (réalisée en 2015)	Juillet 2016	PV SMCL	UCP	Approbation du Rapport de la MTR réalisée en 2015	SMCL	27/07/2016	Le rapport de la MTR est approuvé	Terminé
Approuver le réajustement budgétaire (réduction du budget de 2M euros sur 11M)	Juillet 2016	PV SMCL	UCP	Approbation du réajustement budgétaire (COMPAR spécial de Mars 2016)	SMCL	27/07/2016	Le réajustement budgétaire approuvé	Terminé
Approuver le nouveau dispositif organisationnel du PRECOB (placer les Gestionnaires d'Antennes sous la supervision administrative des programmes/projets d'Enabel en provinces)	Juillet 2016	PV de la SMCL	UCP RR CP	Intégration administrative des Gestionnaires d'Antennes au sein des programmes/projets d'Enabel en provinces	SMCL	30/09/2016	La SMCL prend acte	Terminé
Approuver la prolongation du PRECOB pour 3 ans et la reconfiguration du Management du Projet.	Juin 2017	PV de la SMCL	UCP RR	Approbation de la prolongation de la durée de mise en œuvre du PRECOB.	SMCL	15/01/2019	Echange de lettres signé	Terminé

6.3 Cadre logique (RAS : cfr rapport de résultats 2016-2017).

6.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Oui
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Non (en raison de la prolongation du PRECOB, une nouvelle date est à programmer)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Backstopping M&E (octobre 2013), Backstopping UBES, (novembre 2013), Backstopping Communication (décembre 2013), Backstopping M&E (octobre 2014), Backstopping EST Education & OPS (novembre 2016), Backstopping OPS (mars 2017), Backstopping OPS (mai-juin 2017), Backstopping OPS (mai 2018)

6.5 Rapport « Budget versus Actuels 2018 »

Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of RDC1088811

Project Title : Programme de Renforcement des Capacités Organisationnelles par l'Octroi de Bourses

D1

Budget Version : EUR

Currency : EUR

YTD : Report includes all valid transactions, registered up to today

	Status	Fin Mode	Amount	Start to		Expenses					Balance	% Exec
				2015	2016	2017	2018	2019	Total			
A LES COMPÉTENCES ET L'EXPERTISE DES			7 373 811,00	3 227 133,65	1 027 584,75	1 344 417,30	507 711,91	0,00	6 456 505,05	582 832,31	87%	
01 Les besoins en développement de capacités			361 053,00	275 777,75	79 211,87	2 132,51	16 858,91	0,00	366 921,05	-15 858,00	105%	
01 Identification et sélection des institutions	REGIE		152 706,00	95 773,02	58 930,63			0,00	152 706,66	0,34	100%	
02 Appui à l'analyse des capacités et	REGIE		122 339,00	115 136,41	7 402,09		7 562,07	0,00	130 130,57	-7 391,57	106%	
03 Identification, sélection et évaluation de l'offre	REGIE		26 364,00	26 364,02				0,00	26 364,02	-0,02	100%	
04 Réalisation d'enquêtes auprès des	REGIE		5 565,00	5 785,12	1 781,51		7 533,42	0,00	16 101,05	-7 533,05	188%	
05 Communication et capitalisation sur le	REGIE		39 856,00	30 658,21	7 085,64	2 132,51		0,00	39 856,36	-0,36	100%	
06 Appui spécifique aux candidatures présentant	REGIE		1 000,00				1 733,42	0,00	1 733,42	-733,42	173%	
02 Les IB du secteur de l'éducation (EFTP) ont			1 763 220,00	485 740,43	367 268,34	556 478,62	308 807,10	0,00	1 738 294,50	24 925,50	99%	
01 Accompagnement du développement des	REGIE		193 476,00	75 626,20	52 245,92	86 208,16	12 750,00	0,00	225 834,29	-32 358,29	117%	
02 Réalisation des formations répondant à la	REGIE		1 569 744,00	410 114,22	335 018,42	471 270,46	296 057,10	0,00	1 512 460,21	57 283,79	96%	
03 Les IB du secteur de l'agriculture ont			868 421,00	431 307,70	185 470,57	61 599,39	60 007,38	0,00	759 785,04	128 635,96	86%	
01 Accompagnement du développement des	REGIE		35 800,00	2 327,32	2 084,71	3 341,79		0,00	7 753,81	27 346,19	22%	
02 Réalisation des formations répondant à la	REGIE		853 321,00	428 980,38	184 385,86	78 657,61	60 007,36	0,00	752 031,23	101 289,77	88%	
04 Les IB du secteur "pistes et bancs" ont			456 746,00	155 434,66	138 350,26	169 219,40	27 579,74	0,00	454 583,06	-67 837,06	113%	
01 Accompagnement du développement des	REGIE		35 746,00	28 510,35	7 235,53			0,00	35 745,53	0,07	100%	
02 Réalisation des formations répondant à la	REGIE		401 000,00	139 924,27	131 122,72	169 219,40	27 579,74	0,00	456 837,13	-57 837,13	114%	
05 L'appui aux institutions bénéficiaires			2 069 000,00	1 267 657,09	226 056,03	539 065,52	79 564,40	0,00	2 114 755,14	-45 755,14	102%	
01 Accompagnement du développement des	REGIE		116 300,00	88 764,06	17 277,92	10 225,05		0,00	116 267,05	32,95	100%	
02 Réalisation des formations répondant à la	REGIE		1 952 700,00	1 178 893,02	210 820,20	528 840,47	79 564,40	0,00	1 998 518,09	-45 818,09	102%	
06 Les "continuations et reports" des			682 370,00	598 275,89	15 257,63	445,00	45 211,00	0,00	650 169,52	22 180,48	97%	
01 Réalisation des formations répondant à la	REGIE		682 370,00	598 275,89	15 257,63	445,00	45 211,00	0,00	650 169,52	22 180,48	97%	
	REGIE		9 765 054,00	4 501 908,37	1 513 846,70	1 706 110,02	935 198,60	0,00	8 657 065,70	1 107 988,30	89%	
	COGEST							0,00				
TOTAL			9 765 054,00	4 501 908,37	1 513 846,70	1 706 110,02	935 198,60	0,00	8 657 065,70	1 107 988,30	89%	



Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of RDC1088811

Project Title : **Programme de Renforcement des Capacités Organisationnelles par l'Octroi de Bourses**

Budget Version : **D1**
 Currency : **EUR**
 YTD :

Report Includes all valid transactions, registered up to today

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2015	2016	2017	2018	Expenses		Balance	% Exec
								2019	Total		
07 ENA			250,000.00				100,812.48	0.00	100,812.48	148,187.51	40%
01 Mise en oeuvre appui ENA	REGIE		250,000.00				100,812.48	0.00	100,812.48	148,187.51	40%
08 Formation court terme Europe			450,000.00			4,077.48	32,462.98	0.00	36,540.46	413,459.54	8%
01 Formation court terme à l'étranger	REGIE		450,000.00		4,077.48	4,077.48	32,462.98	0.00	36,540.46	413,459.54	8%
09 Formations et PAC RDC			482,791.00				135,016.00	0.00	135,016.00	347,774.20	28%
01 Formations et PAC en RDC	REGIE		482,791.00				135,016.00	0.00	135,016.00	347,774.20	28%
X RESERVE BUDGETAIRE (MAX 5% * TOTAL			120,000.00				0.00	0.00	0.00	120,000.00	0%
01 Réserve budgétaire	REGIE		120,000.00				0.00	0.00	0.00	120,000.00	0%
01 Réserve budgétaire REGIE			120,000.00				0.00	0.00	0.00	120,000.00	0%
Z MOYENS GENERAUX			2,271,453.00	1,274,774.82	466,193.91	361,952.10	127,486.00	0.00	2,250,137.81	21,313.39	95%
01 Frais personnel			1,527,206.00	890,069.26	279,274.26	281,951.50	104,217.06	0.00	1,595,512.07	-28,306.07	102%
01 Assistant technique international	REGIE		397,076.00	397,076.12			41,606.95	0.00	397,076.12	-0.12	100%
02 Coordinateur / gestionnaire	REGIE		198,000.00	108,853.58	47,915.86	54,223.69	41,606.95	0.00	252,620.08	-54,620.08	126%
03 Responsable national (point focal)	REGIE		70,000.00	30,736.30	12,798.08	11,406.14	10,040.70	0.00	64,984.22	5,015.78	93%
04 Equipe finance et administration	REGIE		346,394.00	133,163.42	73,206.86	92,165.45	40,147.41	0.00	338,663.12	7,710.88	98%
05 Equipe technique terrain : gestionnaires	REGIE		515,734.00	220,237.63	145,352.47	124,154.22	12,102.00	0.00	501,846.52	13,887.48	97%
02 Investissements			112,832.00	107,477.19	5,354.23	1,514.15		0.00	114,345.58	-1,513.58	101%
01 Véhicules (voiture et motos)	REGIE		51,234.00	51,151.88	81.87			0.00	51,233.75	0.25	100%
02 Equipement bureau	REGIE		8,436.00	10,096.17				0.00	10,096.17	-1,667.17	120%
03 Equipement IT	REGIE		37,000.00	30,070.37	5,272.37	1,514.15		0.00	36,856.88	143.12	100%
04 Aménagement du bureau	REGIE		16,162.00	16,158.78				0.00	16,158.78	0.22	100%
03 Frais de fonctionnement Kinshasa			271,261.00	142,087.36	60,537.76	34,561.17	19,452.55	0.00	257,068.93	14,192.07	95%
01 Véhicules (voiture et motos)	REGIE		9,765,064.00	4,501,906.37	1,513,646.70	1,706,110.02	936,198.60	0.00	8,657,066.70	1,107,998.30	88%
COGEST											
TOTAL			9,765,064.00	4,501,906.37	1,513,646.70	1,706,110.02	936,198.60	0.00	8,657,066.70	1,107,998.30	89%



Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of RDC1088811

Project Title : **Programme de Renforcement des Capacités Organisationnelles par l'Octroi de Bourses**

Budget Version : **D1**

Currency : **EUR**

YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to					Expenses	Total	Balance	% Exec
				2015	2016	2017	2018	2019				
D1 Loyer du bureau	REGIE		30,100.00	29,843.76				0.00	29,843.76	36.24	100%	
D2 Services et frais de maintenance	REGIE		8,500.00	2,633.17	2,136.10	2,965.56	271.57	0.00	8,136.79	461.21	95%	
D3 Frais de fonctionnement du véhicule	REGIE		71,165.00	27,754.70	19,468.70	10,235.18	6,379.39	0.00	63,937.87	7,277.03	90%	
D4 Télécommunications	REGIE		39,257.00	13,249.51	6,917.05	7,797.29	3,708.05	0.00	31,671.90	585.10	98%	
D5 Fournitures de bureau	REGIE		25,000.00	12,359.57	5,726.80	4,166.08	2,532.66	0.00	25,235.11	-235.11	101%	
D6 Missions	REGIE		42,188.00	17,540.51	10,547.68	4,006.24	2,831.74	0.00	35,026.16	7,161.84	83%	
D7 Frais de représentation et de communication	REGIE		7,668.00	5,845.05	1,222.69	27.05	0.00	0.00	7,594.80	573.20	93%	
D8 Formation	REGIE		28,763.00	15,953.93	11,799.01	1,000.00	2,427.76	0.00	28,752.54	0.06	100%	
D9 Frais financiers	REGIE		20,500.00	13,840.43	1,211.80	3,764.41	0.00	0.00	21,244.42	-744.42	104%	
1D Autres frais de fonctionnement	REGIE		5,300.00	2,806.72	1,905.92	579.36	931.07	0.00	6,223.08	-923.08	117%	
04 Frais de fonctionnement Antennes	REGIE		207,517.00	100,349.57	90,515.20	29,265.23	369.93	0.00	220,500.32	-13,003.32	106%	
01 Loyer des bureaux	REGIE		29,546.00	29,546.01				0.00	29,546.01	-0.01	100%	
02 Services et frais de maintenance	REGIE		20,710.00	2,371.39	18,336.00	1,569.00		0.00	22,275.39	-1,569.39	109%	
03 Frais de fonctionnement des motos	REGIE		26,833.00	12,457.32	14,135.32	17.23		0.00	26,649.88	-16.88	100%	
04 Télécommunications	REGIE		19,813.00	11,525.69	7,838.00	931.02	389.93	0.00	20,984.72	-1,171.72	106%	
05 Fournitures de bureau	REGIE		30,347.00	9,456.18	20,890.39	1,446.80		0.00	31,753.37	-1,446.37	105%	
06 Missions	REGIE		37,304.00	9,514.98	14,608.08	19,200.39		0.00	43,323.44	-6,019.44	116%	
07 Frais de représentation et de communication	REGIE		8,200.00	7,753.28	388.25			0.00	8,141.55	58.45	99%	
08 Formation	REGIE		8,462.00	8,461.79				0.00	8,461.79	0.21	100%	
D9 Frais financiers	REGIE		11,708.00	3,068.32	5,377.29	6,100.79		0.00	14,546.40	-2,838.40	124%	
1D Autres frais de fonctionnement	REGIE		14,794.00	5,855.01	8,538.76			0.00	14,793.77	0.23	100%	
05 Audit et Suivi et Evaluation	REGIE		150,137.00	33,257.80	50,285.25	14,454.06	3,407.48	0.00	101,438.59	48,698.41	68%	
	REGIE		9,765,064.00	4,501,905.37	1,513,648.70	1,706,110.02	936,198.60	0.00	8,657,065.70	1,107,998.30	89%	
COGEST												
TOTAL			9,765,064.00	4,501,908.37	1,513,648.70	1,706,110.02	936,198.60	0.00	8,657,065.70	1,107,998.30	89%	



Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of RDC1088811

Project Title : **Programme de Renforcement des Capacités Organisationnelles par l'Octroi de Bourses**

Budget Version : **D1**

Currency : **EUR**

YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

Status	Fin Mode	Amount	Start to 2015	2016	2017	2018	Expenses		Balance	% Exec
							2019	2018		
	REGIE	71,000.00	3,976.08	43,480.24			0.00	47,456.32	23,581.68	67%
01 Frais de suivi et évaluation	REGIE	17,000.00					0.00	0.00	17,000.00	0%
02 Audit	REGIE	19,637.00	19,637.18				0.00	19,637.18	-0.18	100%
03 Formation et coaching implementation	REGIE	42,500.00	9,704.54	6,787.01	14,454.06	3,407.48	0.00	34,350.08	8,106.91	81%
04 Backstopping	REGIE	2,500.00	1,533.24	-186.79	-84.00	-10.32	0.00	1,252.12	1,247.88	50%
99 Conversion rate adjustment	REGIE	2,500.00	1,533.24	-186.79	-84.00	-10.32	0.00	1,252.12	1,247.88	50%
98 Conversion rate adjustment	REGIE	2,500.00	1,533.24	-186.79	-84.00	-10.32	0.00	1,252.12	1,247.88	50%
	REGIE	9,765,054.00	4,501,908.37	1,513,848.70	1,706,110.02	936,198.60	0.00	8,657,066.70	1,107,988.30	89%
	COGEST									
	TOTAL	9,765,054.00	4,501,908.37	1,513,848.70	1,706,110.02	936,198.60	0.00	8,657,066.70	1,107,988.30	89%



6.6 Ressources en termes de communication

- Plan de communication du Programme
 - Ressources audio-visuelles du Programme :
 - *Albums photos* ;
 - *Reportages radio (sur CD)* ;
 - *Reportages vidéo (sur CD, clé USB)*,
 - Article de Jeune Afrique sur l'ENA-RDC (dont le PRECOB finance la majeure partie des formations dispensées et une part de stages de professionnalisation via Institut EGMONT) : <http://www.jeuneafrique.com/mag/519287/societe/rdc-que-vaut-lena-de-kinshasa%E2%80%89/>
-